

# Les écologistes perdent, mais persévèrent

**FONDS CLIMAT** L'initiative demandant d'investir plus pour atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050 est clairement rejetée dans les urnes. Ce résultat ne déstabilise pas pour autant la stratégie politique des Vert·e·s, qui comptent remettre l'ouvrage sur le métier

FANNY SCUDERI, BERNE

C'était attendu: le fonds climat, alimenté à hauteur de 0,5 à 1% du PIB et exempté du frein à l'endettement, est enterré. La crainte de creuser la dette a sans doute eu raison du texte.

Au stamm des initiants à Berne, la déception était palpable: environ 29% des votants ont accepté leur texte. Ces dernières années, les initiatives des Vert·e·s ont toutes échoué. Quelques demi-succès ont toutefois émergé, comme le contre-projet de la loi climat issu de l'initiative pour les glaciers, retirée. Le parti a aussi remporté une victoire lors du référendum contre l'extension des autoroutes. Mais l'échec des initiatives montre que les citoyens ne sont pas convaincus par les propositions émanant des Vert·e·s.

Ce nouveau refus ne remet pas en cause la stratégie des écologistes, affirme la présidente du parti, Lisa Mazzone. «Nous continuerons à faire des propositions. Ce qui importe, c'est qu'un parti remette sans cesse sur la table la protection du climat et de l'environnement alors que la droite refuse d'en parler. Nous devons maintenir la pression sur le parlement et le Conseil fédéral, afin qu'ils ne se défaussent pas», explique-t-elle.

## L'initiative sur le solaire, prochaine étape

La Genevoise évoque déjà la prochaine bataille politique: une initiative sur le solaire qui viserait à rendre obligatoire l'installation de panneaux photovoltaïques lors de toute nouvelle construction ou rénovation importante. «Il faut souvent formuler les mêmes revendications pour obtenir une avancée», souligne-t-elle. Elle rappelle que, selon l'Office fédéral de l'environnement, la Suisse n'est pas sur la trajectoire de ses objectifs climatiques 2030 et appelle le camp bourgeois à «formuler des propositions».

Plusieurs éléments expliquent cette cuisante défaite. L'initiative rejetée remettait également en cause le mécanisme du frein à l'endettement, accepté en votation

populaire en 2001. Au vu de l'ampleur du refus, cette remise en question semble avoir d'emblée discrédité le texte auprès d'une large partie de l'électorat. La proposition de fonds climat est aussi restée au second plan, éclipsée par d'autres votations.

Les socialistes ont beaucoup fait campagne en faveur de la redevance de la SSR et se sont montrés plus discrets sur le fonds climat. Questionné à ce sujet, le coprésident du PS, Cédric Wermuth, rejette cette lecture: «Un fonds climat nous tenait à cœur, car il répond aussi à une exigence de justice sociale.»

Pour le conseiller national Samuel Bendahan (PS/VD), l'initiative est surtout «passée sous les radars»: «Lorsque les gens ont d'autres inquiétudes, comme leur emploi ou le pouvoir d'achat, il devient difficile de les convaincre.»

## ANALYSE

### Une stratégie critiquée

La proposition d'un fonds climat était combattue par un large front, dont les Vert·libéraux. La conseillère nationale Céline Weber (PVL/VD) se montre critique à l'égard de la stratégie politique des Vert·e·s: «Leurs initiatives vont toujours très loin. Ils veulent systématiquement redonner la patate chaude à l'Etat, alors que les Vert·libéraux misent aussi sur la responsabilité individuelle.» Selon elle, les résultats montrent «que les Suisses n'apprécient pas l'idée de donner davantage d'argent à l'Etat pour s'assurer que tout ira bien.»

Pour le conseiller national Nicolas Kolly (UDC/FR), ce vote s'inscrit dans une continuité politique. Il établit un parallèle entre le rejet de l'initiative écologiste sur la responsabilité environnementale et celui de l'initiative de la Jeunesse socialiste suisse sur la taxation des héritages. «Une forte majorité valide la politique climatique menée par le Conseil fédéral et le parlement, estime-t-il. Ce vote renforce aussi le frein à l'endettement, qui était attaqué de part et d'autre.» L'élue observe par ailleurs une lassitude autour du débat climatique. «Ils peinent même à mobiliser toute la base



Lisa Mazzone lors de la campagne en faveur de l'initiative pour un fonds climat. (COIRE, 31 JANVIER 2026/GIAN EHRENZELLER/KEYSTONE)

de la gauche», affirme-t-il, critiquant aussi «l'intransigeance de la gauche» sur l'accélération des procédures pour les projets hydrauliques ou éoliens: «Nous ne pouvons pas nous permettre des procédures de vingt ans pour quelques gigawatts de plus.»

De son côté, l'élue Simone de Montmollin (PLR/GE) rappelle que les opposants au fonds climat ne remettent pas en question la protection au climat. La création d'un fonds aurait créé une rupture avec la politique climatique suisse, qui se fonde sur des mesures adaptées à chaque objectif, selon elle: «Le peuple a tranché et a déjà voté des mesures, comme la loi sur le climat.»

**«Ce qui importe, c'est qu'un parti remette sans cesse sur la table la protection du climat»**

LISA MAZZONE, PRÉSIDENTE DES VERT·E·S SUISSSES

Le Valais a nettement rejeté l'initiative avec près de 77% de non. Le conseiller national Benjamin Roduit (LC/VS) s'en réjouit. Il tient aussi à clarifier un point: «Ce net refus n'est pas un désaveu de la politique du climat. Nous devons continuer avec la trajectoire qui nous mènera aux objectifs 2050 de décarbonation et investir dans l'innovation», souligne-t-il.

Le Conseil fédéral lit en ce vote un soutien à sa politique énergétique et environnementale. «Nos émissions de CO<sub>2</sub> ont diminué depuis 1990. Notre politique est efficace», a souligné Albert Rösti, ministre UDC chargé de l'Environnement.

Face aux partis bourgeois, les solutions écologistes semblent isolées. Les Vert·e·s sont-ils condamnés à être d'éternels perdants? «Non, répond Lisa Mazzone, les plus persévérants.» ■